

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1962 Nr. 10

A. TITEL

*Douaneovereenkomst betreffende de tijdelijke invoer van
verpakkingsmiddelen;
Brussel, 6 oktober 1960*

B. TEKST**Convention Douanière relative à l'importation temporaire
des emballages**

Préambule

Les Gouvernements signataires de la présente Convention,

Réunis sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière et des Parties Contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce,

Considérant les vœux exprimés par les représentants du commerce international qui souhaitent voir étendre le champ d'application du régime de l'importation temporaire en franchise,

Désireux de faciliter le commerce international,

Convaincus que l'adoption de règles générales relatives à l'importation temporaire en franchise des emballages apportera des avantages substantiels au commerce international,

Sont convenus de ce qui suit:

Chapitre premier

Définitions

Article premier

Aux fins de la présente Convention on entend:

(a) par „emballages” tous les articles servant, ou destinés à servir, d'emballages dans l'état où ils sont importés et notamment:

- (i) les contenants utilisés ou destinés à être utilisés pour l'emballage extérieur ou intérieur de marchandises;
- (ii) les supports utilisés ou destinés à être utilisés pour l'enroulement, le pliage ou la fixation de marchandises;

sont exclus les matériaux d'emballage (paille, papier, fibres de verre, copeaux, etc.) importés en vrac;

sont exclus également les engins de transport, notamment les „containers” au sens donné à ce mot dans l'article premier (b) de la Convention douanière relative aux containers en date, à Genève, du 18 mai 1956;

(b) par „droits à l'importation”, les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les articles importés, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation;

Customs Convention on the temporary importation of packings

Preamble

The Governments signatory to the present Convention,

Meeting under the auspices of the Customs Co-operation Council and of the Contracting Parties to the General Agreement on Tariffs and Trade,

Having regard to proposals made by representatives of international trade for the extension of temporary duty-free importation procedures,

Desiring to facilitate international trade,

Convinced that the adoption of general rules on the temporary duty-free importation of packings would afford considerable advantages to international trade,

Have agreed as follows:

Chapter I

Definitions

Article 1

For the purposes of the present Convention:

(a) the term "packings" includes all articles used, or to be used, as packing in the state in which they are imported; it includes, in particular:

- (i) holders used, or to be used, as external or internal coverings for goods;
- (ii) holders on which goods are, or are to be, rolled, wound, or attached;

it excludes packing materials such as straw, paper, glass-wool and shavings, when imported in bulk;

it also excludes transport equipment, in particular "containers" as defined in Article 1 (b) of the Customs Convention on Containers done at Geneva on 18 May 1956;

(b) the term "import duties" means customs duties and all other duties and taxes payable on or in connection with importation, and shall include all internal taxes and excise duties chargeable on imported goods, but shall not include fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered and do not represent an indirect protection to domestic products or a taxation of imports for fiscal purposes;

(c) par „admission temporaire”, l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation;

(d) par „emballages pleins” les emballages utilisés avec d'autres marchandises;

(e) par „marchandises contenues dans les emballages” les marchandises présentées avec les emballages pleins;

(f) par „personne”, à la fois les personnes physiques et les personnes morales.

Chapitre II

Champ d'application

Article 2

L'admission temporaire est accordée aux emballages lorsqu'ils sont susceptibles d'être identifiés à la réexportation et que:

(a) importés pleins, ils sont déclarés devoir être réexportés vides ou pleins;

(b) importés vides, ils sont déclarés devoir être réexportés pleins;

la réexportation devant, dans les deux cas, être effectuée par le bénéficiaire de l'admission temporaire.

Article 3

Les dispositions de la présente Convention n'affectent en rien les législations des Parties Contractantes relatives à la liquidation des droits à l'importation sur les marchandises contenues dans les emballages.

Chapitre III

Conditions particulières d'application

Article 4

Chaque Partie Contractante s'engage, dans tous les cas où elle l'estime possible, à ne pas exiger la constitution d'une garantie et à se contenter d'un engagement de réexporter les emballages.

Article 5

La réexportation des emballages placés en admission temporaire aura lieu pour les emballages importés pleins dans les six mois et pour les emballages importés vides dans les trois mois qui suivront la date de l'importation. Pour des raisons valables, ces délais pourront être prorogés par les autorités douanières du pays d'importation dans les limites prescrites par leur législation.

(c) the term "temporary admission" means temporary importation free of import duties and free of import prohibitions and restrictions, subject to re-exportation;

(d) the term „filled“, as applied to packings, means used in conjunction with other goods;

(e) the term "contained goods" means goods with which packings are filled;

(f) the term "person" shall mean both natural and legal persons.

Chapter II

Scope

Article 2

Temporary admission shall be granted to packings provided that they are identifiable at re-exportation, and that:

(a) if imported filled, they are declared as being for re-exportation empty or filled;

(b) if imported empty, they are declared as being for re-exportation filled;

such re-exportation to be effected by the person to whom the temporary admission facilities are granted.

Article 3

The present Convention does not modify the legislation of Contracting Parties regarding the assessment of import duties on contained goods.

Chapter III

Special provisions

Article 4

Each Contracting Party undertakes wherever it deems it possible to dispense with the requirement of security in favour of an undertaking to re-export the packings in question.

Article 5

Packings granted temporary admission shall be re-exported within six months from the date of importation in the case of packings imported filled and within three months from that date in the case of packings imported empty. These periods may be extended for valid reasons by the Customs authorities of the country of importation within the limits laid down by the legislation of that country.

Article 6

La réexportation des emballages placés en admission temporaire pourra s'effectuer en une ou plusieurs fois et à destination de tout pays, par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même si ce bureau est différent de celui d'importation.

Article 7

Les emballages placés en admission temporaire ne pourront, même occasionnellement, être utilisés à l'intérieur du pays d'importation, sauf en vue de l'exportation de marchandises. Dans le cas des emballages importés pleins cette interdiction ne s'applique qu'à partir du moment où ils ont été vidés de leur contenu.

Article 8

1. En cas d'accident dûment établi et non-obstant l'obligation de réexportation prévue par la présente Convention, la réexportation des emballages gravement endommagés ne sera pas exigée, pourvu qu'ils soient, selon la décision des autorités douanières:

(a) soumis aux droits à l'importation dus en l'espèce; ou

(b) abandonnés franco de tous frais au Trésor public du pays d'importation temporaire; ou

(c) détruits, sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

2. Lorsque des emballages importés temporairement ne pourront être réexportés par suite d'une saisie et que cette saisie n'aura pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation sera suspendue pendant la durée de la saisie.

Chapitre IV

Dispositions diverses

Article 9

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manoeuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne ou un objet des régimes prévus par la présente Convention, exposera le contrevenant, dans le pays où l'infraction a été commise, aux sanctions prévues par la législation de ce pays, et le cas échéant, au paiement des droits à l'importation exigibles.

Article 10

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application des restrictions et contrôles dérivant des réglemen-

Article 6

Packings granted temporary admission may be re-exported in one or several consignments, to any country, through any Customs office open to such operations, and such re-exportation shall not be confined to the Customs office of importation.

Article 7

Packings granted temporary admission shall not, even occasionally, be used within the country of importation except for the purpose of exportation of goods. In the case of packings imported filled, this restriction shall apply only as from the time when the packing have been emptied.

Article 8

1. Notwithstanding the requirement of re-exportation laid down by the present Convention, the re-exportation of badly damaged packings shall not be required in the case of duly authenticated accidents, provided that the packings:

- (a) are subjected to the import duties to which they are liable; or
- (b) are abandoned free of all expense to the Exchequer of the country into which they were temporarily imported; or
- (c) are destroyed, under official supervision, without expense to the Exchequer of the country into which they were temporarily imported;

as the Customs authorities may require.

2. When packings temporarily imported cannot be re-exported as a result of a seizure, other than a seizure made at the suit of private persons, the requirement of re-exportation shall be suspended for the duration of the seizure.

Chapter IV

Miscellaneous provisions

Article 9

Any breach of the provisions of the present Convention, any substitution, false declaration or act having the effect of causing a person or an article improperly to benefit from the facilities provided for in the present Convention, may render the offender liable in the country where the offence was committed to the penalties prescribed by the laws of that country and to payment of any import duties chargeable.

Article 10

The provisions of the present Convention shall not preclude the application of restrictions and controls imposed under national re-

tations nationales et basés sur des considérations de moralité publique, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publique ou sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phyto-pathologique.

Article 11

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

Article 12

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou plurilatéraux.

Chapitre V

Clauses finales

Article 13

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de prendre les mesures nécessaires pour en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière, sur la demande d'une Partie Contractante, et, sauf décision contraire des Parties Contractantes, elles se tiennent au siège du Conseil de Coopération Douanière. La réunion des Parties Contractantes adopte son règlement intérieur.

3. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote.

4. Les Parties Contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont représentées.

Article 14

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites parties.

2. Tout différend qui ne sera pas réglé par voie de négociations directes sera porté, par les parties en cause, devant les Parties Contractantes qui l'examineront et feront des recommandations en vue de son règlement.

gulations on grounds of public morality, public security, hygiene or public health, or for veterinary or phytopathological considerations.

Article 11

For the purposes of the present Convention the territories of Contracting Parties which form a customs or economic union may be taken to be a single territory.

Article 12

The provisions of the present Convention set out the minimum facilities to be accorded. They do not prevent the application of greater facilities which certain Contracting Parties grant or may grant in future by unilateral provisions or in virtue of bilateral and multi-lateral agreements.

Chapter V

Final provisions

Article 13

1. The Contracting Parties shall meet together when necessary in order to consider the operation of the present Convention and, in particular, in order to consider measures to secure uniformity in the interpretation and application of the present Convention.

2. Such meetings shall be convened by the Secretary General of the Customs Co-operation Council at the request of any Contracting Party and, unless the Contracting Parties otherwise decide, shall be held at the Headquarters of the Customs Co-operation Council. The Contracting Parties shall lay down the rules of procedure for such meetings.

3. Decisions of the Contracting Parties shall be taken by a majority of not less than two-thirds of the Contracting Parties present at the meeting and voting.

4. The Contracting Parties shall not take a decision on any matter unless more than half of them are present.

Article 14

1. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Contracting Parties, who shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.

3. Les parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

Article 15

1. Le Gouvernement de tout Etat membre du Conseil de Coopération Douanière et de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées pourra devenir Partie Contractante à la présente Convention:

(a) en la signant, sans réserve de ratification;

(b) en la ratifiant après l'avoir signée sous réserve de ratification;
ou

(c) en y adhérant.

2. La présente Convention sera ouverte jusqu'au 31 mars 1961 à la signature à Bruxelles, au siège du Conseil de Coopération Douanière, des Gouvernements des Etats visés au paragraphe 1 du présent article. Après cette date elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Dans le cas prévu au paragraphe 1 (b) du présent article, la Convention sera soumise à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

4. Le Gouvernement de tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent article, auquel une invitation aura été adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière, sur la demande des Parties Contractantes, pourra devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

5. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière.

Article 16

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article 15 de la présente Convention l'auront signée sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat qui la ratifiera ou y adhérera après que cinq Etats l'auront signée sans réserve de ratification ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit Etat.

Article 17

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois toute Partie Contractante pourra la dénoncer à tout

3. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Contracting Parties as binding.

Article 15

1. The Government of any Member of the Customs Co-operation Council and of any Member of the United Nations or its specialized agencies may become a Contracting Party to the present Convention:

- (a) by signing it without reservation of ratification;
- (b) by ratifying it after signing it subject to ratification; or
- (c) by acceding to it.

2. The present Convention shall be open until 31st March, 1961 for signature in Brussels at the Headquarters of the Customs Co-operation Council by the Governments of the States referred to in paragraph 1 of this Article. Thereafter, it shall be open for their accession.

3. In the case envisaged in paragraph 1 (b) of this Article, the present Convention shall be subject to ratification by the signatory States in accordance with their constitutional procedures.

4. The Government of any State, not being a Member of the Organizations referred to in paragraph 1 of this Article, to whom an invitation to that effect has been addressed by the Secretary General of the Customs Co-operation Council at the request of the Contracting Parties, may become a Contracting Party to the present Convention by acceding thereto after its entry into force.

5. The instruments of ratification or accession shall be deposited with the Secretary General of the Customs Co-operation Council.

Article 16

1. The present Convention shall enter into force three months after five of the States referred to in paragraph 1 of Article 15 thereof, have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession.

2. For any State ratifying or acceding to it after five States have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession, the present Convention shall enter into force three months after the said State has deposited its instrument of ratification or accession.

Article 17

1. The present Convention is of unlimited duration but any Contracting Party may denounce it at any time after the date of its

moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'article 16 de la présente Convention.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière.

Article 18

1. Les Parties Contractantes peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de tout projet d'amendement ainsi recommandé sera communiqué par le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière à toutes les Parties Contractantes, aux Gouvernements de tous les autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies et aux Parties Contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

3. Tout projet d'amendement qui aura été communiqué conformément au paragraphe précédent sera réputé accepté si aucune Partie Contractante ne formule d'objection dans un délai de six mois, à compter de la date à laquelle le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière aura communiqué ledit projet d'amendement.

4. Le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière fera connaître à toutes les Parties Contractantes si une objection a été formulée contre un projet d'amendement et, en l'absence d'objection, l'amendement entrera en vigueur pour toutes les Parties Contractantes trois mois après l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe précédent.

5. Le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière notifiera à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général des Nations Unies et aux Parties Contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, les amendements acceptés ou réputés acceptés.

6. Tout Gouvernement qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 19

1. Tout Gouvernement peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, déclarer par notification au Secrétaire Général du Conseil

entry into force under Article 16 thereof.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Secretary General of the Customs Co-operation Council.

3. The denunciation shall take effect six months after the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary General of the Customs Co-operation Council.

Article 18

1. The Contracting Parties may recommend amendments to the present Convention.

2. The text of any amendment so recommended shall be communicated by the Secretary General of the Customs Co-operation Council to all Contracting Parties, to the Governments of all other signatory or acceding States, to the Secretary General of the United Nations and to the Contracting Parties to the General Agreement on Tariffs and Trade.

3. Any recommended amendment communicated in accordance with the provisions of the preceding paragraph shall be deemed to be accepted if no Contracting Party has notified its objection to such amendment within six months of the date on which the Secretary General of the Customs Co-operation Council has communicated the amendment.

4. The Secretary General of the Customs Co-operation Council shall inform all Contracting Parties if an objection has been notified against a proposed amendment and should there have been no objection the amendment shall enter into force for all Contracting Parties three months after the expiry of the six months referred to in the preceding paragraph.

5. The Secretary General of the Customs Co-operation Council shall notify all Contracting Parties, the other signatory or acceding States, the Secretary General of the United Nations and the Contracting Parties to the General Agreement on Tariffs and Trade of accepted amendments or amendments deemed to have been accepted.

6. Any Government ratifying or acceding to the present Convention shall be deemed to have accepted any amendments thereto which have entered into force at the date of deposit of its instrument of ratification or accession.

Article 19

1. Any Government may, at the time of signing the present Convention without reservation of ratification, or of depositing its instrument of ratification or accession or at any time thereafter,

de Coopération Douanière que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité; la Convention sera applicable auxdits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de ce Gouvernement.

2. Tout Gouvernement ayant, en vertu du paragraphe 1 du présent article, accepté la présente Convention pour un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité peut notifier au Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière, conformément aux dispositions de l'article 17 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

Article 20

1. Chaque Partie Contractante pourra, au moment où elle signera ou ratifiera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'elle ne se considère liée par l'article 2 de la Convention qu'en ce qui concerne les emballages qui n'ont pas fait l'objet d'un achat, d'une location-vente ou d'un contrat de même nature, conclu par une personne établie ou domiciliée dans son territoire.

2. Toute Partie Contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent article, pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière.

3. Aucune autre réserve à la présente Convention ne sera admise.

Article 21

Le Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière notifiera à tous les Etats signataires et adhérents, au Secrétaire Général des Nations Unies et aux Parties Contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce:

(a) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'article 15;
(b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 16;

(c) les dénonciations notifiées conformément à l'article 17;
(d) l'entrée en vigueur de tout amendement conformément à l'article 18;

(e) les notifications reçues conformément à l'article 19;

(f) les déclarations et notifications reçues conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 20.

declare by notification given to the Secretary General of the Customs Co-operation Council that the present Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible and the Convention shall extend to the territories named in the notification three months after the date of the receipt thereof by the Secretary General but not before the Convention has entered into force for the Government concerned.

2. Any Government which has made a declaration under paragraph 1 of this Article extending the present Convention to any territory for whose international relations it is responsible may notify the Secretary General of the Customs Co-operation Council, in accordance with the provisions of Article 17 of the present Convention, that the territory in question will no longer apply the Convention.

Article 20

1. Any Contracting Party may, at the time of signing, ratifying or acceding to the present Convention, declare that it considers itself bound by Article 2 of the Convention only in relation to packings other than those imported on purchase, hire purchase or under any similar contract, by a person established or resident in its territory.

2. Any Contracting Party having entered a reservation as provided for in paragraph 1 of this Article may at any time withdraw such reservation by notifying the Secretary General of the Customs Co-operation Council.

3. No other reservation to the present Convention shall be permitted.

Article 21

The Secretary General of the Customs Co-operation Council shall notify all signatory and acceding States, the Secretary General of the United Nations and the Contracting Parties to the General Agreement on Tariffs and Trade of:

- (a) signatures, ratifications and accessions under Article 15;
- (b) the date of entry into force of the present Convention in accordance with Article 16;
- (c) denunciations under Article 17;
- (d) the entry into force of any amendment in accordance with Article 18;
- (e) notifications received in accordance with Article 19;
- (f) declarations and notifications received in accordance with paragraphs 1 and 2 of Article 20.

Article 22

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière.

- (i) EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente Convention.
- (ii) Fait à Bruxelles, le six octobre dix-neuf cent soixante en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière qui en transmettra à tous les Etats signataires et adhérents des copies certifiées conformes.

Pour l'Allemagne (Rép. Féd. d'):
For Germany:

Sous réserve de ratification

(s.) C. F. OPHULS

Dr. K. ZEPF

7-12-1960

Pour l'Australie:
For Australia:

Pour l'Autriche:
For Austria:

Sous réserve de ratification

(s.) JOSEF STANGELBERGER

7-12-1960

Pour la Belgique:
For Belgium:

Sous réserve de ratification

(s.) P. WIGNY

6-10-1960

Pour la Birmanie:
For Burma:

Article 22

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, the present Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Customs Co-operation Council.

- (i) IN WITNESS whereof the undersigned plenipotentiaries have signed the present Convention.
- (ii) Done at Brussels this sixth day of October nineteen hundred and sixty in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Customs Co-operation Council who shall transmit certified copies to all signatory and acceding States.

Pour le Brésil:
For Brazil:

Pour le Canada:
For Canada:

Pour Ceylan:
For Ceylon:

Pour le Chili:
For Chile:

Pour Cuba:
For Cuba:

Sous réserve de ratification

(s.) GUSTAVO ARCOS B.
28-3-1961

Pour le Danemark:
For Denmark:

Pour la République Dominicaine:
For the Dominican Republic:

Pour l'Espagne:
For Spain:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
For the United States of America:

Pour la Finlande:
For Finland:

Pour la France:
For France:

(s.) RAYMOND BOUSQUET
26-1-1961

Pour le Ghana:
For Ghana:

Pour la Grèce:
For Greece:

Pour Haïti:
For Haiti:

Pour l'Inde:
For India:

Pour l'Indonésie:
For Indonesia:

Pour l'Iran:
For Iran:

Pour l'Irlande:
For Ireland:

Pour Israël:
For Israel:

Pour l'Italie:
For Italy:

Sous réserve de ratification

(s.) SERGIO FENOALTEA

22-3-1961

Pour le Japon:
For Japan:

Pour Liban:
For Lebanon:

Pour le Luxembourg:
For Luxemburg:

Sous réserve de ratification

(s.) NICOLAS HOMMEL

10-2-1961

Pour la Malaisie (Fédération de):
For the Federation of Malaya:

Pour le Nicaragua:
For Nicaragua:

Pour la Norvège:
For Norway:

Pour la Nouvelle Zélande:
For New Zealand:

Pour le Pakistan:
For Pakistan:

Pour les Pays-Bas (Royaume de):
For the Kingdom of the Netherlands:

Pour le Pérou:
For Peru:

Pour le Portugal:
For Portugal:

Pour la République Arabe Unie:
For the United Arab Republic:

Pour la Rhodésie et le Nyassaland (Fédération):
For the Federation of Rhodesia and Nyasaland:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

Pour le Soudan:
For Sudan:

Pour la Suède:
For Sweden:

Sans réserve de ratification

(s.) HUGO WISTRAND
21-3-1961

Pour la Suisse:
For Switzerland:

Sous réserve de ratification

(s.) ZUBER
6-3-1961

Pour la Tchécoslovaquie:
For Czechoslovakia:

Pour la Turquie:
For Turkey:

Sous réserve de ratification

(s.) RIFKI ZORLU

31-3-1961

Pour l'Union Sud-Africaine:
For the Union of South Africa:

Pour l'Uruguay:
For Uruguay:

Pour la Yougoslavie:
For Yugoslavia:

C. VERTALING

**Douaneovereenkomst betreffende de tijdelijke
invoer van verpakkingsmiddelen**

Preambule

De Overeenkomstsluitende Partijen,

Vergaderende onder auspiciën van de Internationale Douaneraad en van de Verdragssluitende Partijen bij de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel,

Gelet op voorstellen gedaan door vertegenwoordigers van de internationale handel ter verruiming van de bepalingen betreffende de tijdelijke invoer met vrijstelling van rechten bij invoer,

Geleid door de wens, de internationale handel te vergemakkelijken,

Ervan overtuigd, dat de aanvaarding van algemene regelen betreffende de tijdelijke invoer van verpakkingsmiddelen met vrijstelling

van rechten bij invoer aanzienlijke voordelen zal geven aan de internationale handel,

Zijn het volgende overeengekomen:

Hoofdstuk I

Begripsomschrijvingen

Artikel 1

In deze Overeenkomst wordt verstaan onder:

a) „verpakkingsmiddelen”, alle goederen die, in de staat waarin zij worden ingevoerd, dienen, of bestemd zijn om te dienen, als verpakking en in het bijzonder:

- i) houders in gebruik, of bestemd om te worden gebruikt, als uitwendige of inwendige verpakking van goederen;
- ii) houders waaromheen, of waaraan, goederen zijn of zullen worden gerold, gewonden, of bevestigd; uitgezonderd zijn verpakkingsmiddelen als stro, papier, glaswol en krullen ingevoerd in bulk; eveneens uitgezonderd zijn transportmiddelen, in het bijzonder „containers” als omschreven in artikel 1, onder *b*, van de op 18 mei 1956 te Genève gesloten Douaneovereenkomst inzake containers;

b) „rechten bij invoer”, de douanerechten en alle andere rechten en belastingen, geheven bij of ter zake van de invoer, alsmede alle accijnzen en binnenlandse belastingen waaraan ingevoerde goederen zijn onderworpen, echter met uitzondering van leges en heffingen die beperkt zijn tot de geschatte kosten van de verleende diensten en die geen verkapte bescherming van binnenlandse produkten inhouden, noch het karakter hebben van fiscale heffingen op de invoer;

c) „tijdelijke invoer”, de tijdelijke invoer met vrijstelling van rechten bij invoer en van invoerverboden en -beperkingen, onder voorwaarde van wederuitvoer;

d) „gevulde verpakkingsmiddelen”, de verpakkingsmiddelen gebruikt te zamen met andere goederen;

e) „goederen vervat in verpakkingsmiddelen”, de goederen waarmede de verpakkingsmiddelen zijn gevuld;

f) „persoon”, zowel een natuurlijk persoon als een rechtspersoon.

Hoofdstuk II

Gevalen waarin de Overeenkomst van toepassing is

Artikel 2

Ten aanzien van verpakkingsmiddelen wordt tijdelijke invoer toegestaan, mits hun identiteit bij wederuitvoer kan worden vastgesteld, en mits zij,

a) indien zij gevuld worden ingevoerd, worden aangegeven om ledig of gevuld weder te worden uitgevoerd;

b) indien zij ledig worden ingevoerd, worden aangegeven om gevuld weder te worden uitgevoerd;

in beide gevallen dient de wederuitvoer te worden verricht door de persoon aan wie de tijdelijke invoer is toegestaan.

Artikel 3

De bepalingen van deze Overeenkomst wijzigen niet de wetgevingen van de Overeenkomstsluitende Partijen met betrekking tot de heffing van rechten bij invoer op goederen vervat in verpakkingsmiddelen.

Hoofdstuk III

Bijzondere bepalingen

Artikel 4

Iedere Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich in alle gevallen waarin zij zulks mogelijk acht af te zien van de eis tot het stellen van zekerheid en genoegen te nemen met een verbintenis de verpakkingsmiddelen weder uit te voeren.

Artikel 5

Verpakkingsmiddelen waarvoor tijdelijke invoer is toegestaan moeten weder worden uitgevoerd binnen zes maanden na de datum van invoer indien de verpakkingsmiddelen gevuld zijn ingevoerd en binnen drie maanden na die datum indien de verpakkingsmiddelen ledig zijn ingevoerd. De douaneautoriteiten van het land van tijdelijke invoer kunnen deze termijnen om geldige redenen verlengen binnen de grenzen voorgeschreven door hun wetgeving.

Artikel 6

Verpakkingsmiddelen waarvoor tijdelijke invoer is toegestaan mogen naar ieder land weder worden uitgevoerd in één of meer zendingen langs ieder douanekantoor dat daartoe is opengesteld, ook als dit kantoor een ander is dan het kantoor van invoer.

Artikel 7

Verpakkingsmiddelen waarvoor tijdelijke invoer is toegestaan mogen niet, zelfs niet incidenteel, worden gebruikt in het land van invoer, behalve voor de uitvoer van goederen. Indien de verpakkingsmiddelen gevuld zijn ingevoerd, geldt deze beperking slechts met ingang van het ogenblik waarop de verpakkingsmiddelen zijn geledigd.

Artikel 8

1. De in deze Overeenkomst neergelegde verplichting tot wederuitvoer geldt niet voor verpakkingsmiddelen die ernstig beschadigd

zijn ten gevolge van een ongeval waarvan op afdoende wijze wordt aangetoond dat het heeft plaatsgehad, mits al naar gelang de douane-autoriteiten zulks vorderen, de verpakkingsmiddelen:

a) hetzij worden onderworpen aan de rechten bij invoer verschuldigd ter zake van die invoer;

b) hetzij vrij van alle kosten worden afgestaan ten gunste van de schatkist van het land waar zij tijdelijk werden ingevoerd;

c) hetzij onder ambtelijk toezicht worden vernietigd zonder kosten voor de schatkist van het land waar zij tijdelijk werden ingevoerd.

2. Indien tijdelijk ingevoerde verpakkingsmiddelen niet weder kunnen worden uitgevoerd als gevolg van een inbeslagname of beslaglegging, anders dan op vordering van particulieren, wordt de verplichting tot wederuitvoer opgeschort voor de duur van het beslag.

Hoofdstuk IV

Diverse bepalingen

Artikel 9

Elke inbreuk op de bepalingen van deze Overeenkomst, elke verwisseling, valse verklaring of handeling, die tot gevolg heeft dat een persoon of een voorwerp ten onrechte de voordelen geniet van de in deze Overeenkomst neergelegde regelen stelt de overtreders in het land waar het strafbare feit is begaan bloot aan de straffen voorzien in de wetgeving van dat land en aan de betaling van de verschuldigde rechten bij invoer.

Artikel 10

De bepalingen van deze Overeenkomst beletten niet dat uit hoofde van nationale regelingen en op grond van overwegingen van openbare zedelijkheid, openbare veiligheid, hygiëne of volksgezondheid of diergeneeskundige of plantenziektenkundige overwegingen, beperkingen worden opgelegd en toezicht wordt uitgeoefend.

Artikel 11

Voor de toepassing van deze Overeenkomst kunnen de gebieden van de Overeenkomstsluitende Partijen die een douane-unie of een economische unie vormen worden beschouwd als één gebied.

Artikel 12

De bepalingen van deze Overeenkomst bevatten minimum-faciliteiten en beletten niet de toepassing van ruimere faciliteiten die bepaalde Overeenkomstsluitende Partijen toestaan of in de toekomst eventueel zullen toestaan hetzij unilateraal, hetzij krachtens bilaterale of multilaterale overeenkomsten.

Hoofdstuk V

Slotbepalingen

Artikel 13

1. De Overeenkomstsluitende Partijen komen indien nodig in vergadering bijeen ten einde de werking van deze Overeenkomst te onderzoeken en in het bijzonder om te onderzoeken welke maatregelen moeten worden genomen ter verzekering van een eenvormige uitlegging en toepassing van deze Overeenkomst.

2. Zodanige vergaderingen worden bijeengeroepen door de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad op verzoek van een of meer der Overeenkomstsluitende Partijen en worden, tenzij de Overeenkomstsluitende Partijen anders beslissen, gehouden ter plaatse waar de Internationale Douaneraad is gevestigd. De vergadering van de Overeenkomstsluitende Partijen stelt haar reglement van orde vast.

3. De besluiten van de Overeenkomstsluitende Partijen worden genomen met een meerderheid van twee derden van de ter vergadering aanwezige Overeenkomstsluitende Partijen die aan de stemming deelnemen.

4. De Overeenkomstsluitende Partijen nemen geen besluiten tenzij meer dan de helft van hen aanwezig is.

Artikel 14

1. Elk geschil tusschen de Overeenkomstsluitende Partijen betreffende de uitlegging of de toepassing van deze Overeenkomst, wordt voor zoveel mogelijk beslecht door middel van rechtstreekse onderhandelingen tussen de desbetreffende partijen.

2. Elk geschil dat niet door rechtstreekse onderhandelingen is beslecht, wordt door de Overeenkomstsluitende Partijen tussen wie het geschil is gerezen voorgelegd aan de Overeenkomstsluitende Partijen, die het geschil onderzoeken en aanbevelingen doen met het oog op de beslechting daarvan.

3. De Overeenkomstsluitende Partijen tussen wie het geschil is gerezen kunnen van tevoren overeenkomen dat zij de aanbevelingen van de Overeenkomstsluitende Partijen als bindend zullen aanvaarden.

Artikel 15

1. De regering van elk lid van de Internationale Douaneraad en van elk lid van de Verenigde Naties of hun gespecialiseerde organisaties kunnen Partij bij deze Overeenkomst worden door:

a) ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging;

b) bekrachtiging na ondertekening onder voorbehoud van bekrachtiging;

c) toetreding.

2. Deze Overeenkomst staat tot en met 31 maart 1961 te Brussel, ter plaatse waar de zetel van de Internationale Douaneraad is gevestigd, open voor ondertekening door de regeringen van de landen bedoeld in het eerste lid van dit artikel. Na deze datum kunnen zij tot deze Overeenkomst toetreden.

3. In het geval voorzien onder b van het eerste lid van dit artikel dient deze Overeenkomst door de landen die haar hebben ondertekend te worden bekrachtigd in overeenstemming met hun grondwettelijke procedure.

4. De regering van elke staat die geen lid is van de in het eerste lid van dit artikel vermelde organisaties tot wie door de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad op verzoek van de Overeenkomstsluitende Partijen een daartoe strekkende uitnodiging is gericht, kan Partij worden bij deze Overeenkomst door toetreding nadat de Overeenkomst in werking is getreden.

5. De akten van bekrachtiging of toetreding worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad.

Artikel 16

1. Deze Overeenkomst treedt in werking drie maanden nadat vijf van de in het eerste lid van artikel 15 van deze Overeenkomst bedoelde staten haar hebben ondertekend zonder voorbehoud van bekrachtiging of hun akten van bekrachtiging of toetreding hebben nedergelegd.

2. Voor elke staat die deze Overeenkomst bekrachtigt of ertoe toetreedt nadat vijf staten haar hebben ondertekend zonder voorbehoud van bekrachtiging of hun akten van bekrachtiging of toetreding hebben nedergelegd, treedt deze Overeenkomst in werking drie maanden nadat die staat zijn akte van bekrachtiging of toetreding heeft nedergelegd.

Artikel 17

1. Deze Overeenkomst wordt voor onbepaalde tijd gesloten doch kan door elke Overeenkomstsluitende Partij worden opgezegd op elk willekeurig tijdstip na de datum van haar inwerkingtreding als is vastgesteld in artikel 16 van deze Overeenkomst.

2. De opzegging wordt medegedeeld door een schriftelijke kennisgeving die wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad.

3. De opzegging wordt van kracht zes maanden na de datum waarop de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad de kennisgeving van opzegging heeft ontvangen.

Artikel 18

1. De Overeenkomstsluitende Partijen kunnen wijzigingen van deze Overeenkomst aanbevelen.

2. De tekst van elke aldus aanbevolen wijziging wordt door de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad medegedeeld aan alle Overeenkomstsluitende Partijen, aan de regeringen van alle andere staten die haar hebben ondertekend of ertoe zijn toegetreden, aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties en aan de Verdragsluitende Partijen bij de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel.

3. Elke aanbevolen wijziging die overeenkomstig het vorige lid is medegedeeld wordt geacht te zijn aanvaard indien geen Overeenkomstsluitende Partij binnen zes maanden na de datum waarop de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad de wijziging heeft medegedeeld, bezwaren heeft ingediend.

4. De Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad doet de Overeenkomstsluitende Partijen mededeling van eventuele bezwaren die tegen de aanbevolen wijziging zijn ingediend en, indien geen bezwaren zijn ingediend, wordt de wijziging voor alle Overeenkomstsluitende Partijen van kracht drie maanden na het verstrijken van de termijn van zes maanden, bedoeld in het vorige lid.

5. De Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad doet van wijzigingen die zijn aanvaard of geacht worden te zijn aanvaard mededeling aan alle Overeenkomstsluitende Partijen, aan de regeringen van alle andere staten die deze Overeenkomst hebben ondertekend of ertoe zijn toegetreden, aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties en aan de Verdragsluitende Partijen bij de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel.

6. Elke regering die deze Overeenkomst bekrachtigt of ertoe toetreedt, wordt geacht de wijzigingen te hebben aanvaard, die van kracht waren ten tijde van de nederlegging van haar akte van bekrachtiging of van toetreding.

Artikel 19

1. Elke regering kan, hetzij ten tijde van de ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging, van de bekrachtiging of van de toetreding, hetzij daarna, door middel van een aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad gerichte kennisgeving verklaren dat deze Overeenkomst mede van toepassing zal zijn ten aanzien van alle of van bepaalde gebieden welke internationale betrekkingen zij behartigt; de Overeenkomst is drie maanden na ontvangst van deze kennisgeving door de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad van toepassing ten aanzien van de in de kennisgeving genoemde gebieden, doch niet vóór het tijdstip van inwerkingtreding van deze Overeenkomst ten aanzien van die regering.

2. Elke regering die overeenkomstig het eerste lid van dit artikel een verklaring heeft afgelegd, waardoor deze Overeenkomst van toepassing wordt ten aanzien van een gebied welks internationale betrekkingen zij behartigt, kan overeenkomstig de bepalingen van artikel 17 door middel van een aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad gerichte kennisgeving verklaren dat de Overeenkomst niet langer door dat gebied zal worden toegepast.

Artikel 20

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij kan op het tijdstip waarop zij deze Overeenkomst ondertekent of bekrachtigt of tot deze Overeenkomst toetreedt verklaren dat zij zich slechts door artikel 2 van de Overeenkomst gebonden acht met betrekking tot verpakkingsmiddelen die niet het voorwerp zijn van een overeenkomst van koop en verkoop of van huurkoop of van een soortgelijke overeenkomst, gesloten door een persoon gevestigd of wonende in haar gebied.

2. Elke Overeenkomstsluitende Partij die overeenkomstig het voorgaande lid een voorbehoud heeft gemaakt kan dit voorbehoud te allen tijde intrekken door middel van een daartoe strekkende aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad gerichte kennisgeving.

3. Ten aanzien van deze Overeenkomst is geen ander voorbehoud toegelaten.

Artikel 21

De Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad doet aan alle landen die deze Overeenkomst hebben ondertekend of ertoe zijn togetreden, aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties en aan de Verdragsluitende Partijen bij de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel, mededeling van:

- a) ondertekeningen, bekrachtigingen en toetredingen krachtens artikel 15;
- b) de datum waarop overeenkomstig artikel 16 deze Overeenkomst in werking treedt;
- c) opzeggingen krachtens artikel 17;
- d) het van kracht worden van elke wijziging overeenkomstig artikel 18;
- e) kennisgevingen, ontvangen overeenkomstig artikel 19;
- f) verklaringen en kennisgevingen, ontvangen overeenkomstig artikel 20, lid 1 en lid 2.

Artikel 22

Overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties wordt deze Overeenkomst op verzoek van de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad geregistreerd bij het Secretariaat van de Verenigde Naties.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel, de zesde oktober negentienhonderd zestig, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in één exemplaar, dat wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad, die voor eensluidend gewaarmerkte afschriften ervan zal doen toekomen aan alle regeringen die deze Overeenkomst hebben ondertekend of tot deze Overeenkomst zijn toegetreden.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 16 e.v.)

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 64 juncto artikel 60, lid 2 der Grondwet, de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens tot toetreding kan worden overgegaan.

F. TOETREDING

Toetreding tot de Overeenkomst is voorzien in artikel 15, eerste lid onder c.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 16, eerste lid, in werking treden drie maanden na de datum waarop vijf Staten haar hebben ondertekend zonder voorbehoud van bekrachtiging of hebben bekrachtigd dan wel tot de Raad zijn toegetreden.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft zal de Overeenkomst voor het gehele Koninkrijk gelden.

J. GEGEVENS

Van het op 15 december 1950 te Brussel tot stand gekomen Verdrag houdende instelling van een Internationale Douaneraad is de tekst opgenomen in *Trb.* 1951, 120. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1960, 65.

Van de Algemene Overeenkomst van Genève van 30 oktober 1947 betreffende Tarieven en Handel zijn tekst en vertaling opgenomen in *Sib.* K 440 (Bijlagen A, B, H en I). Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1956, 29.

Van de op 18 mei 1956 te Genève tot stand gekomen Douane-overeenkomst inzake containers, waarnaar in artikel 1 onder *a* wordt verwezen, is de tekst opgenomen in *Trb.* 1957, 124. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1961, 20.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco ondertekende Handvest van de Verenigde Naties zijn tekst en vertaling opgenomen in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1961, 24.

Uitgegeven de achtste februari 1962.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. LUNS.